

Convention collective

IDCC : 9301. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(OUVRIERS ET EMPLOYÉS)
(GARD)
(1^{er} avril 2003)**

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2003,
Journal officiel du 5 août 2003)

■ *Journal officiel* du 13 juin 2007

Arrêté du 30 mai 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les ouvriers et employés des exploitations agricoles du département du Gard (n° 9301)

NOR : AGR0755454A

La ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), notamment ses articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2003 portant extension de la convention collective de travail du 1^{er} avril 2003 concernant les ouvriers et employés des exploitations agricoles du département du Gard ;

Vu l'avenant du 12 octobre 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 24 janvier 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 11 du 12 octobre 2006 (relatif à la classification des emplois) à la convention collective de travail du 1^{er} avril 2003 concernant les ouvriers et employés des exploitations agricoles du département du Gard sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 2007.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur du travail
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.